



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Sous-préfecture
de Valenciennes**

Bureau du
Développement
Territorial
Pôle Économie,
Emploi et
Environnement

**Arrêté préfectoral portant autorisation de pénétrer
dans les propriétés privées**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics modifiée par l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, la loi n° 62-898 du 4 août 1962 et le décret n° 65-201 du 12 mars 1965 ;

Vu la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mars 2020 décidant, à compter du 1^{er} avril 2020 de la transformation du Syndicat Mixte pour l'Aménagement Hydraulique des Vallées de la Scarpe et du Bas-Escaut en Établissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) qui prend la dénomination de Syndicat des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations de la Vallée de la Scarpe Aval et du Bas-Escaut (SMAPI)

Vu l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Michel CHPILEVSKY, sous-préfet de Valenciennes ;

Vu le courrier du 22 juin 2020 par lequel le Président du Syndicat des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations de la Vallée de la Scarpe Aval et du Bas-Escaut (SMAPI) sollicite, pour la réalisation d'une étude globale visant à mieux connaître et comprendre le fonctionnement actuel du bassin versant du syndicat, l'autorisation de pénétrer dans les propriétés privées sises dans les communes de Bellaing, Bousignies, Brillon, Château l'Abbaye, Flines les Mortagne, Hasnon, Haveluy, Helesmes, Lecelles, Maulde, Millonfosse, Mortagne du Nord, Nivelles, Raismes, Rosult, Rumegies, Saint Amand les Eaux, Sars et Rosières, Thun Saint Amand et Wallers.

Considérant qu'il convient de prendre toute mesure pour que les intervenants désignés par le Président du SMAPI, à savoir le bureau d'études SOGETI INGENIERIE, n'éprouvent aucun empêchement dans l'exercice des missions qui leur sont confiées au titre de l'article L. 411-5 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet de Valenciennes,

ARRETE

Article 1^{er} – Afin de permettre la réalisation de la première phase d'étude « Elaboration de l'état des lieux et du diagnostic » qui doit avoir lieu du 1^{er} septembre au 30 novembre 2020 sur les cours d'eau intégrés au bassin versant du Syndicat des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations de la Vallée de la Scarpe Aval et du Bas-Escaut, sur le territoire des communes de Bellaing, Bousignies, Brillon, Chateau l'Abbaye, Flines les Mortagne, Hasnon, Haveluy, Helesmes, Lecelles, Maulde, Millonfosse, Mortagne du Nord, Nivelles, Raismes, Rosult, Rumegies, Saint Amand les Eaux, Sars et Rosières, Thun Saint Amand et Wallers, situées sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut, le SMAPI ainsi que les agents auxquels le SMAPI a délégué ses droits, à savoir le bureau d'études :

SOGETI INGENIERIE sis 387 des Champs à BOIS GUILLAUME (76), chargé de réaliser une étude globale visant à comprendre le fonctionnement actuel de son bassin versant et des milieux aquatiques qui comprendra :

- un bilan des travaux d'aménagement déjà réalisés sur le réseau hydrographique ;
- un diagnostic sur l'état des cours d'eau et milieux aquatiques ;
- un diagnostic des dysfonctionnements hydrauliques ;
- un programme de restauration et d'entretien cohérent des cours d'eau et milieux aquatiques.

sont autorisés à procéder dans les parcelles bordant les cours d'eau intégrés au bassin versant du SMAPI situées sur le territoire des communes précitées, à toutes opérations exigées par leurs travaux et à pénétrer dans les propriétés privées closes ou non closes à l'exception des locaux consacrés à l'habitation, à franchir les murs et les autres clôtures et obstacles qui pourraient entraver leurs opérations.

Article 2 – Chacune des personnes précitées sera munie d'une copie du présent arrêté qui devra être présentée à chaque réquisition.

Les personnes énumérées à l'article 1^{er} ne pourront pénétrer dans les propriétés privées qu'après accomplissement des formalités prescrites par l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1892 modifiée.

Article 3 – Les maires des communes concernées, les services de police et de gendarmerie, les propriétaires et habitants, sont invités à prêter aide et concours aux personnes désignées.

Article 4 – Défense est faite aux propriétaires de déranger les personnes chargées des études ou travaux, et d'enlever ou déplacer les différents signaux ou repères qui seront établis sur leurs propriétés et placés sous la garde de l'autorité municipale.

Article 5 – Les indemnités qui pourraient être dues sur les dommages causés aux propriétaires par le personnel chargé des relevés seront à la charge du SMAPI.

A défaut d'entente amiable, elles seront jugées par le tribunal administratif de LILLE, conformément aux dispositions du code de justice administrative.

Toutefois, il ne pourra pas être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur leur valeur, ou qu'à défaut de cet accord il soit procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Article 6 – La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois à compter de sa date de signature.

Article 7 – Le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes visées à l'article 1^{er}, au moins 10 jours avant toute intervention dans les propriétés et pour une durée d'un mois ;

Les certificats constatant l'accomplissement de cette formalité seront adressés au Président du SMAPI.

Article 8 : Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative peut être saisie via l'application Télérecours disponible sur le site « www.telerecours.fr »

Article 9 – Copie du présent arrêté sera adressée aux :

- Président du Syndicat des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations de la Vallée de la Scarpe Aval et du Bas-Escaut
- Président de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut
- Maires de Bellaing, Bousignies, Brillon, Château l'Abbaye, Flines les Mortagne, Hasnon, Haveluy, Helesmes, Lecelles, Maulde, Millonfosse, Mortagne du Nord, Nivelles, Raismes, Rosult, Rumegies, Saint Amand les Eaux, Sars et Rosières, Thun Saint Amand et Wallers
- Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Nord,
- Commandant du Groupement de Gendarmerie Départemental du Nord,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Fait à Valenciennes, le 4 août 2020

**Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet**



Michel CHPILEVSKY